

La crise alimentaire mondiale : échec du modèle agricole dominant

par Laurent Delcourt¹
(9 décembre 2011)

En 2008, la thématique de la « faim » fait un retour brutal dans les agendas politiques et médiatiques internationaux. En cause, la soudaine flambée du prix des céréales (75 % de hausse pour le riz, 120 % pour le blé, etc.) qui provoque une vague sans précédent d'émeutes urbaines dans près d'une quarantaine de pays (Haïti, Mexique, Cameroun, Sénégal, Philippines, Indonésie, etc.) et, avec elle, un vent de panique dans la communauté internationale, manifestement prise au dépourvu par la gravité de la situation. Qualifiée tantôt de « tsunami alimentaire et humanitaire », comme s'il s'agissait d'un cataclysme naturel et inattendu, tantôt de « première crise alimentaire mondiale », cette envolée brusque des prix fera basculer des dizaines de millions de personnes dans l'indigence, réduisant à néant, selon les propres mots du président de la Banque mondiale, tous les efforts entrepris depuis le début du millénaire en matière de lutte contre la pauvreté.

Combinant ses effets avec ceux de l'effondrement du système financier quelques mois plus tard, cette « crise » portera le nombre de sous-alimentés dans le monde au chiffre – inédit depuis les années 1970 – de près d'un milliard de personnes. En réactivant les peurs ancestrales d'un déficit vivrier, elle marquera parallèlement un tournant important, sinon une rupture, dans l'approche du développement qui était jusque-là celle des organismes internationaux, en les forçant à réhabiliter le développement agricole – domaine longtemps relégué au second plan des priorités au profit de l'agenda de la bonne gouvernance – dans leurs stratégies de lutte contre la faim et la pauvreté.

Effets de conjoncture ou déséquilibre structurel ?

Si un consensus s'est très vite dessiné autour de la nécessité de réhabiliter le fait agricole dans les stratégies de développement, les lectures de la crise qui ont été proposées ne font guère l'unanimité. Pour les uns, la hausse des prix des produits de base serait principalement imputable à une combinaison de chocs soudains, exogènes et inopinés : mauvaises récoltes dans quelques grands pays producteurs (Australie, Ukraine, etc.), réduction des stocks internationaux et hausse simultanée du prix du pétrole, à l'origine d'un enchaînement de

¹ Sociologue et historien, chercheur au Centre tricontinental - CETRI (Louvain-la-Neuve, Belgique).

comportements pervers et irrationnels dans le chef des acteurs des marchés (achats anticipés de précaution, spéculations, réactions protectionnistes de plusieurs pays exportateurs, etc.) conduisant à une hausse disproportionnée des prix, appelés toutefois à repartir à la baisse et à retrouver leur équilibre initial avec le retour des bonnes récoltes (annoncées déjà dès le printemps 2008).

Pour les autres, qui ne nient pas pour autant les effets de conjoncture, cette poussée spectaculaire des prix traduirait plutôt un déséquilibre structurel durable, sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs endogènes pesant sur l'offre alimentaire. Et de citer, entre autres, la baisse des rendements de l'agriculture intensive, la perte irréversible de surfaces arables en raison des changements climatiques, la diminution des ressources naturelles, la hausse de la demande des pays émergents associée un changement de comportement alimentaire de leurs populations, le changement d'affectation des sols (urbanisation, infrastructures routières, barrages, projets miniers, etc.) ou encore la substitution des cultures alimentaires par des cultures énergétiques. A ce propos, le rapporteur des Nations unies pour le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, estime que les agrocarburants sont le principal responsable de la flambée du cours des produits de base, talonnés directement par les phénomènes spéculatifs.

En envisageant la crise sous le seul angle d'un découplage entre l'offre et la demande, que ce découplage soit de nature conjoncturelle ou structurelle, et en situant ses causes essentiellement du côté d'un déficit production, ces deux lectures dominantes sont cependant loin de satisfaire certains experts. Considérant ces explications partielles, limitées, voire partiales car souvent situées, ils estiment qu'il faut rechercher les causes de la crise ailleurs que dans les déterminants directs de la hausse des prix. Quels que soient le poids et le rôle respectif des causes avancées pour rendre compte de cette flambée soudaine, ces schémas explicatifs ne permettent en effet ni de comprendre pourquoi autant de personnes dans le monde se trouvent dans une situation de malnutrition chronique alors que la production augmente aussi vite, sinon plus vite, que la croissance démographique, et a atteint ces dernières années des niveaux records, ni de comprendre pourquoi une baisse relativement modeste et temporaire de la production aura suffi à plonger plusieurs millions de personnes dans l'extrême pauvreté, alors que les réserves disponibles peuvent théoriquement nourrir l'ensemble de la population mondiale.

Plus un problème d'accès que de disponibilité

Certes l'accroissement horizontal (via l'extension des surfaces mises en culture) et vertical de la production (via l'accroissement de la productivité et des rendements) est indispensable – et est d'ailleurs parfaitement envisageable (seul 1,5 milliard d'hectares est actuellement exploité sur les 3,3 milliards d'hectares exploitables) – pour répondre aux défis de la croissance démographique, mais comme le rappelle l'économiste indien Amartya Sen, la faim est davantage un problème d'accès à la nourriture qu'un problème de disponibilité alimentaire. Autrement dit, il ne sert à rien d'accroître la production tant que certaines populations

n'auront pas les moyens de se procurer de la nourriture. Les gens ont faim, d'abord parce qu'ils sont pauvres !

On touche ici au coeur de l'analyse qui est faite de la crise par ces experts : la crise n'aurait pas eu un tel impact si les populations touchées par la hausse des prix n'avaient pas été aussi vulnérables du fait de leur pauvreté. Or, ce que cette crise a surtout révélé, c'est bien la croissante vulnérabilité des populations pauvres urbaines, devenues très largement dépendantes pour se nourrir des importations alimentaires. Et cette dépendance accrue est elle-même la conséquence de choix politiques raisonnés et d'orientations économiques délibérées qui n'ont fait qu'appauvrir une large frange de la population rurale (petits agriculteurs familiaux, ouvriers agricoles, paysans sans terre, etc.), laquelle forme du reste aujourd'hui l'écrasante majorité des personnes qui souffrent de la faim.

En mettant en concurrence les petites exploitations avec les géants agro-industriels internationaux, les politiques d'ouverture et de libéralisation des marchés agricoles – couplées au désengagement de l'Etat dans les secteurs agricoles locaux – ont en effet rapidement décimé les petits producteurs incapables de faire face à la baisse des prix qui s'en est suivie (quasiment constante en termes réels depuis la Seconde Guerre mondiale et ce jusqu'à la récente hausse), les prix s'alignant généralement au niveau des producteurs les plus compétitifs. Dans le même temps, en encourageant la substitution des cultures alimentaires locales par des monocultures d'exportation, plus valorisables sur les marchés internationaux, ces orientations ont abouti à priver de nombreux pays d'importantes réserves de production alimentaire.

Certains d'entre eux, autrefois autosuffisants, sont ainsi devenus, en l'espace de quelques années, dangereusement dépendants du marché international pour nourrir leur population, en particulier celle de leurs villes grossies par l'arrivée massive de paysans appauvris. Dans ces conditions, toute hausse subite des cours internationaux ne pouvait que toucher de plein fouet les populations pauvres urbaines – elles-mêmes privées de tout filet de sécurité –, en érodant tout aussi subitement leur pouvoir d'achat. Ce n'est manifestement pas un hasard si les plus graves émeutes urbaines – improprement appelées « émeutes de la faim », celles-ci n'étant que rarement menées par des affamés – ont eu lieu dans des pays qui ont largement sacrifié leur paysannerie en tablant sur des importations « bon marché ».

Échec du modèle agroalimentaire

Dans cette perspective, la crise alimentaire de 2008, bien plus qu'un simple décrochage de l'offre et de la demande, manifeste surtout la faillite du modèle agroalimentaire actuel, l'échec des orientations économiques qui le sous-tendent.

A l'évidence, les institutions internationales semblent n'avoir que très peu tenu compte de cette analyse, même si elles reconnaissent maintenant que le sous-investissement dans les secteurs agricoles locaux a accentué la vulnérabilité des pays du Sud. Privilégiant une lecture étroite de la crise, les solutions qu'elles proposent ne visent qu'à stimuler coûte que coûte la

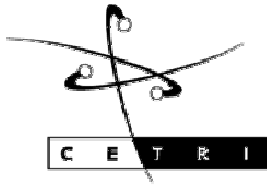
production, à accroître la productivité et à augmenter l'offre alimentaire. Aussi prônent-elles, à côté d'un renforcement des mécanismes d'alerte et de quelques mesures palliatives d'urgence, une augmentation substantielle des aides et des investissements, publics ou privés, à destination des secteurs agricoles ; la mise en place de politiques publiques de soutien aux secteurs agricoles locaux ; la diffusion de nouvelles technologies, là où elles font défaut, pour accroître la productivité ; ou encore, des réformes fiscales et foncières destinées à rendre la terre attractive, là où elle est abondante, au risque d'encourager l'actuel processus d'accaparement. Au demeurant, bien qu'elles admettent désormais le rôle central joué par l'agriculture familiale dans la lutte contre la faim, elles encouragent toujours la poursuite, moyennant quelques ajustements mineurs, des négociations de l'OMC sur la libéralisation des secteurs agricoles, au prétexte que les produits alimentaires de base ne représentent que 15 à 20 % des échanges internationaux.

Pour une très large majorité des mouvements paysans et pour de nombreuses organisations de la société civile, ces nouvelles stratégies internationales en matière de développement agricole ne sont rien de plus que les habits neufs de vieilles recettes. Tout en contestant le rôle accordé par les organismes internationaux aux investisseurs privés, ces acteurs en appellent plutôt à une remise en cause radicale du modèle agricole en vigueur et, surtout, des politiques de libéralisation du marché agricole, qu'ils accusent d'avoir préparé le terrain à la crise. Pour eux, l'unique réponse pertinente au problème de la faim passe par un renforcement de la petite paysannerie, via non seulement la mise en oeuvre de vastes programmes de réformes agraires, la mise en place de politiques agricoles adaptées au contexte et au besoin de la population ; et surtout, de nouvelles protections qui puissent garantir aux petits producteurs des prix à la fois stables, élevés et rémunérateurs.

La notion de « souveraineté alimentaire », présentée comme un droit international, résume en quelque sorte l'ensemble de leurs propositions. Elle renvoie à la possibilité pour tout Etat ou groupe d'Etats de mettre en place les politiques agricoles les mieux adaptées à leur(s) population(s), sans pour autant que cette stratégie ne nuise aux populations pauvres d'autres pays. Elaborée en 1996 par l'organisation paysanne internationale Via Campesina, cette notion a le mérite de réintroduire, dans un climat socio-économique de plus en plus instable, la question des régulations publiques au coeur des discussions sur le devenir de l'agriculture, rouvrant et prolongeant ainsi un vieux débat opposant déjà aux 18^e et 19^e siècles les pères fondateurs de l'économie sur la spécificité du fait alimentaire. La nouvelle flambée des prix début 2011 donne à ses défenseurs des arguments de poids.

Bibliographie indicative

- Brunel S. (2009), Nourrir le monde. Vaincre la faim, Paris, Editions Larousse.
- Delcourt L. (2008), « Mobilisations dans le Sud face à la crise alimentaire », *Etat des résistances dans le Sud – 2009*, Paris, Syllepse.
- Delcourt L. (2010), « L'avenir des agricultures paysannes face aux nouvelles pressions sur les terres », *Alternatives Sud*, vol. XVII-3.
- Parmentier Bruno (2009), Nourrir l'humanité. Les grands problèmes de l'agriculture



mondiale au XXI^e siècle, deuxième édition, Paris, Editions La Découverte.
- Sen Amartya (1982), Poverty and Famines : An Essay on Entitlements and Deprivation,
Oxford, Clarendon Press.

